

Recherche et enseignement supérieur prioritaires pour les suppressions de crédits

Les annonces mirifiques de Nicolas Sarkozy et de Valérie Pécresse, quant au budget de la recherche et de l'enseignement supérieur, contrastent avec l'ampleur des suppressions de crédits dans un budget initial 2008, comme avec le très mauvais budget 2009.

Henri-Édouard Audier, membre du Bureau national du SNCS-FSU

« **L**es plus fortes diminutions en valeur absolue concernent les missions Recherche et enseignement supérieur (- 379 millions d'euros, soit - 1,6 %), Défense (- 310 millions d'euros, soit - 0,8 %), Écologie, développement et aménagements durables (- 302 millions d'euros, soit - 3,4 %), et Gestion des finances publiques et des ressources humaines (- 221 millions d'euros, soit - 2 %) ». Tel est le contenu du rapport Carrez sur « la loi de finances rectificative pour 2008 » enregistré le 4 décembre 2008 à l'Assemblée nationale, document n° 1297. Ces annulations portent sur les crédits de paiement de la recherche et de l'enseignement supérieur (MIREs) sur 2008. Pour être simple, sont supprimés « les crédits mis en réserve » dans le budget initial 2008. Le détail sera sur le site Web du SNCS : www.snscs.fr/IMG/pdf/ANNEXE.pdf

Avec une inflation autour de 3 % en 2008, la loi de finances initiale (LFI) pour la MIREs en 2008 était déjà en légère récession, hors prise en compte de l'évolution des cotisations retraite (sur le site, même lien). En y ajoutant la loi rectificative, recherche et enseignement supérieur perdent 500 millions en 2008 soit - 2,2 %. Pour donner un ordre de grandeur au lecteur, cela représente le coût annuel de la création de 10 000 emplois.

Le budget de la MIREs en 2009, toujours hors cotisations retraite, baisserait d'un montant de 1,7 % en supposant une inflation de l'ordre de 2,5 % (www.snscs.fr/IMG/pdf/ANNEXE.pdf). Si, comme c'est très probable, les « crédits mis en réserve » dans la LFI 2009 sont supprimés, comme cette année, par une loi rectificative fin 2009, la diminution serait alors de 800 millions.

Le détail de la baisse du budget 2009 est affiné par « l'annexe au projet de loi de finances pour 2009 » (PLF) où tous les organismes et la recherche universitaire baissent en euros constants (hors retraites). Cela est confirmé par l'audition au Sénat de la présidente du CNRS, par les motions votées par un grand nombre de conseils d'administration d'universités. Même la CPU « souligne la difficulté de relier les sommes

non négligeables annoncées dans le PLF 2009 aux notations individuelles reçues [par chaque université] ; et en conséquence le fort émoi manifesté par de nombreuses universités à la réception de leurs dotations en fonctionnement et emplois ».

Pourtant, le 9 décembre, aux Assises européennes de l'innovation, N. Sarkozy, dans un discours d'une rare arrogance, ne dit absolument rien de ces suppressions de crédits. Par contre, il nous fait crouler sous les milliards supplémentaires : « cinq milliards d'euros pour créer de grands campus universitaires [...], quinze autres milliards seront investis dans nos universités [...]. Et dans le plan de relance [...] l'enseignement supérieur et la recherche bénéficieront de 700 millions d'euros supplé-mentaires », sans qu'on sache s'il s'agit de millions réels ou fictifs, d'une avance sur le plan campus ou d'un accroissement de l'aide au secteur privé.

Quant à V. Pécresse, elle a carrément pété un câble dans une réponse à une question du député Jean-Yves Le Déaut : « Avec l'opération Campus, ce sont 5 milliards d'euros de crédits exceptionnels pour le rayonnement de notre recherche et de notre université [...]. Plus que jamais, la recherche est notre arme anticrise, notre arme pour le rebond, et le plan de relance du président de la République la met au cœur de nos préoccupations : 4,5 milliards d'euros de crédits nouveaux ont été annoncés la semaine dernière pour permettre à la recherche de produire plus de résultats, plus d'innovation, plus de croissance et plus d'emplois. Le budget de mon ministère, monsieur Le Déaut, va croître cette année, non pas de 6,5 %, mais de 26 % ! »

Certes, madame la ministre, nous attendrons ces milliards comme on attend Godot. Mais franchement, trop c'est trop. Nous ne voulons pas être étouffés par tous ces milliards à la fois. Nous nous contenterions de deux vrais petits milliards d'augmentation de la MIREs en euros constants pour 2009. Et pour les années qui suivent !